

NOM DU DOSSIER	OBJET	Avis	Points soulevés	réponses apportées
CB - TITANOBEL - Eth	arrêté préfectoral imposant la mise à jour de l'étude de dangers	favorable à l'unanimité	L'exploitant a signalé par courrier avant la séance la réflexion en cours sur la pérennité du site.	Afin de prendre en compte la réflexion engagée, le délai de production de l'étude est porté à 6 mois au lieu de 3.
CB - RODIER SAS - Cambrai			Le professeur MAILLOT rappelle que ce site est éloigné des champs captants de Proville qui alimentent Cambrai et ses alentours en eau potable.	La DREAL rappelle que l'exploitant doit déposer un dossier de demande d'instauration de servitudes d'utilité publique.
	arrêté préfectoral complémentaire pour l'évaluation de l'état environnemental du site	favorable à l'unanimité	L'ARS relève dans l'article 4 du projet d'arrêté la référence, pour la mesure des solvants chlorés dans les prélèvements de sols, à un seuil fixé à 20 fois la valeur connue et s'interroge sur la conformité de cette indication aux dispositions de gestion des sols. Elle estime que dans de telles circonstances il y aurait lieu soit de supprimer l'exposition à la pollution soit de faire procéder à une analyse des risques résiduels. L'ARS attire l'attention sur les mesures à prendre en cas de changement d'usage du site et sur les niveaux de protection qui devraient alors être assurés.	La DREAL répond qu'il a été identifié dans l'étude produite au dossier que ce critère garantirait la compatibilité du site avec l'usage industriel mais ne s'agit pas d'une règle qui garantit la compatibilité avec un usage industriel. Cet arrêté, qui prévoit par ailleurs le dépôt d'un dossier de demande d'instauration de servitudes d'utilité publique, a le mérite de prévoir une surveillance du site et la prescriptions de restrictions d'usage.
AC - APPONTEMENTS PETROLIERS DE FLANDRES - Gravelines	arrêté préfectoral complémentaire pour la poursuite d'exploitation d'un dépôt	favorable à l'unanimité	L'ADELFA est favorable à cet arrêté, qui améliore la situation du site, simplement séparé de la centrale nucléaire de Gravelines par une butte de terre. Elle souligne que si ces mesures, soutenues au plus haut niveau de l'Etat, apparaissent nécessaires, elles confirment que pendant des décennies les riverains ont du vivre avec ce risque.	
SCHEMA REGIONAL DU CLIMAT DE L'AIR ET DE L'ENERGIE			Les membres du CODERST souhaitent connaître les effets juridiques du SRCAE.	La DREAL précise que s'agissant de la qualité de l'air le schéma a valeur de plan régional. Les plans de protection de l'atmosphère devront donc être compatibles avec le SRCAE. Le volet éolien de ce schéma sera quant à lui opposable aux projets de zones de développement de l'éolien.
		favorable 5 abstentions : ADELFA (+ mandat) Nature (+ mandat) - CLCV	L'ADELFA regrette l'exclusion de l'éolien offshore, souhaite être associée aux révisions de PPA, et souligne que des mesures d'adaptation sont nécessaires pour éviter la submersion en bord de mer et le débordement par l'intérieur des terres (polder et waterings) Nord Nature constate un manque de volonté politique évident par rapport aux objectifs de Kyoto (% d'énergies renouvelables dans la consommation électrique). L'association estime le projet en retrait par rapport aux objectifs des GRENELLE 1 et 2. Elle relève la situation déplorable du photovoltaïque et l'absence de filière	L'éolien offshore est géré au niveau national par le biais d'appels d'offres. La DREAL observe que le potentiel éolien identifié dans la région est de 1900 mégawatts et que le syndicat des énergies renouvelables a fixé l'objectif à 1500.

NOM DU DOSSIER	OBJET	Avis	Points soulevés	réponses apportées
			industrielle dans ce domaine et celui de l'éolien. Nord nature aurait souhaité davantage d'ambition au niveau des énergies renouvelables et estime insuffisants les 1347 mégawatts prévus pour l'éolien alors que l'on devrait atteindre 3420 mégawatts en énergies renouvelables. Nord Nature conteste par ailleurs la comptabilisation des agrocarburants dans les énergies renouvelables car 1 litre nécessite plus d'filtres d'équivalent pétrole ce qui constitue un non-sens énergétique. L'ARS regrette la réduction de l'objectif régional de qualité de l'air (15micro gr/m3 PM2.5) par rapport à l'objectif Grenelle (10) et estime qu'il aurait pu être fixé des normes supérieures justifiées dans les zones couvertes par un PPA.	La DREAL précise qu'actuellement les agrocarburants sont incorporés dans les carburants classiques à hauteur de 7%. Les critères de durabilité devront permettre de développer la recherche sur les agrocarburants de 2 ^{ème} génération. Le SRCAE doit permettre une meilleure identification de l'origine des particules sans imposer de contraintes susceptibles de constituer des obstacles.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance en remerciant les membres présents de leur participation.

Le Président


Eric AZOULAY